



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La couverture journalistique du mouvement Occupons Montréal a notamment fait l'objet de la présente analyse.

## RAPPORT «INDIGNÉS ET LÉGISLATEURS»

# Les « idées reçues » revues et corrigées

BENEVIÈVE TREMBLAY

Si l'on se fie à une nouvelle étude portant sur la démocratie canadienne publiée hier par l'organisme Samara, l'analyse journalistique des aléas politiques au pays serait globalement plus positive que ne le jugent les citoyens et comporterait moins de reportages axés sur le « jeu politique », mais elle gagnerait toutefois à approfondir l'analyse et la mise en contexte des enjeux.

Intitulé « Indignés et législateurs: aperçu de la couverture de l'actualité politique », le rapport se veut une analyse de l'influence des médias sur l'activité politique citoyenne, reconnue pour être de plus en plus tiède. Le ton et l'angle des multiples reportages quotidiens seraient-ils une cause de la baisse d'engagement politique de la population?

« Nous avons entendu plusieurs critiques selon lesquelles les nouvelles sont toujours négatives, orientées vers des chicanes politiques, qu'elles n'informent pas — c'est presque de notoriété publique, a indiqué le Devoir Wayne Chu, chargé

de recherche chez Samara et coauteur de l'étude. *Mais ce qui est surprenant, c'est que ces idées reçues ne sont pas nécessairement vraies.* »

L'équipe de chercheurs de Samara, en collaboration avec le Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique de l'Université McGill, a sélectionné deux thèmes « chauds » qui ont monopolisé l'actualité à l'automne 2011: le mouvement Occupy et trois projets de loi controversés au Parlement — le projet de loi omnibus sur la criminalité, l'abolition du registre des armes d'épaule et la fin du monopole de la Commission canadienne du blé.

**« La couverture médiatique n'est ni ouvertement ni constamment négative, contrairement à la croyance populaire »**

« Nous avons pensé que ces deux sujets — l'un étant issu du gouvernement, l'autre lui étant extérieur — offriraient un bon contraste pour établir une comparaison », a expliqué M. Chu.

Les chercheurs ont examiné durant trois mois, de septembre à novembre dernier, un total de 7594 reportages issus de 42 quotidiens et six postes de télévision canadiens, autant anglophones que francophones. Les nouvelles ont été passées au crible selon trois critères: le ton adopté, le caractère informatif de la nouvelle et son angle.

Dans leur analyse, les trois auteurs constatent que « la couverture médiatique n'est ni ouvertement ni constamment négative, contrairement à la croyance populaire ». Une différence nette de ton entre les reportages télévisés et ceux de la presse écrite a toutefois été remarquée.

En matière d'information, les médias n'auraient fourni « que très peu de faits concrets et n'expliquaient pas suffisamment le contexte entourant ces événements ». À preuve, les reportages générés par le mouvement Occupy auraient été « très instructifs » à 31% et « aucunement instructifs » à 34%,

contre 24% et 39% en matière de politique canadienne.

Quant à l'angle des reportages politiques, près de la moitié (44%) traitaient un sujet de fond, laissant une mince proportion (28%) aux « querelles partisanes » souvent déplorées par la population.

Les médias sociaux n'étant pas en reste, une étude initiale a été menée sur Twitter, où l'analyse de près d'un million d'entrées a démontré que les médias traditionnels — télévision, journaux — restent les principales sources d'information politique.

Les constats prudents de l'étude soulèvent des questions sans toutefois poser de diagnostic sévère, car c'est là l'objectif de Samara: alimenter le dialogue et « revitaliser la participation citoyenne » en évaluant la « santé » de la démocratie canadienne en dehors des périodes électorales. Cette étude ciblée s'inscrit d'ailleurs dans le cadre plus vaste d'un Indice de la démocratie, qui sera publié en 2013, et à raison d'une fois par année par la suite.